

## CE MONDE QUI BOUGE

Mantes-la-Jolie, cette  
marche des Maghrébins  
qui rebat les cartes

Qu'importe leur nombre – 4 000 manifestants selon les uns, 5 000 et plus pour d'autres – le fait essentiel est qu'à l'appel de plusieurs associations maghrébines locales, les habitants d'origine maghrébine de Mantes-la-Jolie, imams en tête, sont sortis dimanche dernier pour dire stop au terrorisme islamiste. Et cette marche, comme l'ont souligné *Le Monde* et *Libération*, a rassemblé plus que celles organisées les 15, 16 et 17 juin.



Par Hassane Zerrouky

En effet, le meurtre à leur demeure du couple de policiers – Jean-Baptiste Salvaing et Jessica Schneider – tous deux travaillant au commissariat de Mantes-la-Jolie, par l'islamiste franco-marocain Larossi Abballa, affilié à Daesh, a été pour ces milliers de musulmans maghrébins l'élément déterminant.

Après la tuerie de *Charlie Hebdo*, puis le massacre du Bataclan (136 morts), certains commentateurs, experts autoproclamés de l'islamisme et hommes politiques de droite n'ont cessé, sans aucune distance, de pointer la «passivité» de la communauté maghrébine, voire de jeter de l'huile sur le feu. Tout juste, si ces messieurs-dames défilant sur les plateaux de télé n'accusaient pas les Maghrébins de complicité avec les tueurs. Pire, certains d'entre eux les sommaient de sortir manifester en tant que «musulmans» et non en tant que citoyens, afin de montrer qu'ils sont bien «intégrés» à la société française et qu'ils sont par conséquent de «bons» Français. C'est d'ailleurs dans ce contexte que la déchéance de nationalité avait été brandie en direction des seuls français d'origine maghrébine !

Dimanche, les Maghrébins sont donc sortis en plein Ramadhan à Mantes-la-Jolie, derrière une banderole sur laquelle il était écrit «Mobilisons-nous contre la barbarie». Ils ont déposé une gerbe de fleurs devant le commissariat de police. Pas un policier n'est venu à leur rencontre, au moins pour les saluer. Et la marche des Maghrébins n'était même pas sécurisée ou à peine, alors que pour les trois marches et rassemblements précédents, évoqués plus haut, des policiers ont été déployés. C'est dire.

Mais soyons positifs et retenons l'essentiel : cette sortie des Maghrébins à Mantes-la-Jolie pour dénoncer un terrorisme qui, faut-il le rappeler, tue plus de «musulmans» que d'Occidentaux – il n'y a qu'à voir le cas de l'Algérie (années 1990), et aujourd'hui l'Irak, la Syrie, la Libye, la Tunisie – signifie une chose : elle a disqualifié Daesh et tous les salafo-wahhabites sur terre, mais aussi tous ceux qui en Occident parient sur une guerre de civilisation. Elle signifie aussi que contrairement au matraquage honteux, sur fond de déroulé d'images auquel se livrent certaines chaînes d'info en continu, les propos stigmatisants des dirigeants de la droite française et même de gauche – l'un d'eux n'a-t-il pas affirmé qu'il y avait une centaine de Moelenbeck (quartier de Bruxelles d'où étaient originaires les tueurs du Bataclan) en France – cette marche a montré que l'écrasante majorité des Maghrébins et des autres Français issus de l'immigration dite de confession musulmane, condamne sans équivoque le terrorisme islamiste.

Pourtant en plein Ramadhan, il n'était pas évident que des gens matraqués par les chaînes satellitaires politico-religieuses des pétromonarchies du Golfe se mobilisent à l'appel d'associations pour rendre hommage au couple de policiers. Et qu'ils vainquent leur peur car certains «barbus», fichés comme dangereux – c'était le cas de Larossi Aballa et de ses deux complices – vivent parmi eux, dans les cités...

Si le *Monde* et *Libération* se sont donc fait l'écho de cette marche, on aurait aimé entendre les experts de l'islamo-terrorisme expliquer aux téléspectateurs ce «retournement» de situation au sein de la communauté maghrébine si tant est qu'il en soit un. Dommage, car ils avaient là une belle occasion de se rattraper...

Et si racistes, xénophobes de tout bord et certains dirigeants de la droite française, Nicolas Sarkozy en tête, lequel n'arrête pas de remettre le couvercle sur le thème de l'identité nationale, se sont tus, c'est peut-être parce que cette marche de dimanche les a dérangés en faussant leurs calculs et qu'elle va rebattre les cartes.

H. Z.

## PLUSIEURS PROJETS DE LOI EN UNE DIZAINES DE JOURS

Ce que cache l'agenda  
chargé des députés

**Après un chômage forcé de plusieurs mois, les députés se retrouvent, soudainement, face à un agenda des plus chargés avec pas moins de six projets de lois à éplucher et à adopter en seulement une dizaine de jours.**

M. Kebci - Alger (Le Soir) - «Toute la dépendance de l'appareil législatif de l'Exécutif est amplement vérifiée dans cette cadence du Parlement imposée par le gouvernement», soutenait, hier mercredi, Lakhdar Benkhellaf, député du Front pour la justice et le développement (FJD), en marge d'une plénière consacrée à l'examen du projet de loi organique portant fonctionnement de l'APN et du Conseil de la nation.

Un rythme de travail dont avait aver-ti déjà la secrétaire générale du Parti des travailleurs, s'interrogeant sur le timing de cette programmation démentielle en pleine saison estivale et mois de carême et, surtout, sur l'importance des projets de lois. Après le projet du code de l'investissement et le projet de loi relatif à l'organisation de la profession de commissaire-priseur, la semaine écoulée, les parlementaires se sont aussitôt planchés sur d'autres projets de lois tout aussi importants.

Le projet de loi amendement et complétant l'ordonnance 76/122 en date du 9 septembre 1976, portant statuts des officiers de réserve et du projet de loi complétant l'ordonnance 06/02 en date du 28 février 2006 relative aux statuts des personnels militaires qu'ils devront voter aujourd'hui jeudi après en avoir débattu avant-hier au même moment en compagnie du projet de loi relatif à l'organisation de la profession de commissaire-priseur, le projet de loi portant régularisation budgétaire pour l'exercice 2013 et le projet.

Cela dit, et parallèlement à cette intense activité diurne, les députés sont astreints également à une activité tout aussi chargée en nocturne puisque contraints à passer en revue, en commissions, d'autres projets de loi.



Intense activité diurne pour les députés.

Comme ce fut le cas avant-hier avec les projets de lois sur le régime électoral et la Haute instance de surveillance des élections visant à adapter le cadre juridique régissant les élections aux nouvelles dispositions introduites par la révision constitutionnelle, passé au niveau de la commission des affaires juridiques et administratives et des libertés de l'APN.

Sauf que pour les députés de l'opposition, ce rythme infernal en un laps de temps court, après une assez longue période de disette, «dissimule mal» les intentions du pouvoir de faire passer ses projets de lois les plus importants, sans «trop de dégâts», comme le souligne Naâmane Laouer, de l'Alliance de l'Algérie Verte. Pour lui, le projet de loi organique portant fonctionnement de l'APN et du Conseil de la nation, en débat hier mercredi, est «l'illustration parfaite de cette hégémonie de l'Exécutif sur le législatif».

Pour sa part, Nadia Chouitem du PT s'interroge à juste titre sur cette «cadence infernale» imposée aux députés, contrainte qu'elle se dit, à

«passer de l'hémicycle pour une intervention dans les débats autour d'un projet de loi aux travaux de commission pour l'étude d'un autre projet de loi. Ceci au moment bien d'initiatives parlementaires se sont heurtées, tantôt au diktat du bureau de l'APN, tantôt à celui du gouvernement». Ce qui fera dire à Youcef Khebaba du mouvement Nahda, que le Parlement a perdu de sa «raison d'être», avertissant sur la dangerosité des projets de loi sur le régime électoral et la Haute instance de surveillance des élections qui, selon lui, «voilent maladroitement des velléités d'un retour à l'ère du parti unique d'une manière déguisée». D'ailleurs, au moment du bouclage de cet article, nous apprenons que l'ensemble des groupes parlementaires de l'opposition se sont réunis en fin d'après-midi d'hier afin de dénoncer cette «programmation démentielle de lois dangereuses pour l'avenir du pays».

Une conférence de presse conjointe à ce sujet est programmée dans la matinée d'aujourd'hui.

M. K.

## AFFAIRE EL KHABAR

Les avocats de la défense  
se retirent du procès

**Dans une conférence de presse tenue hier au siège du journal Liberté, propriété du patron de Cevital Issad Rebrab, le collectif d'avocats de ce dernier a annoncé son retrait du procès de l'affaire El Khabar dont la cession des actifs du groupe éponyme à Ness-Prod, filiale de Cevital, a été contestée par le ministère de la Communication.**

Ce retrait n'aura pas d'effet sur le cours du procès, le collectif composé de 51 avocats a déjà déposé son mémoire au juge du fond d'autant que la présence des avocats n'est pas nécessaire comme dans les affaires criminelles, mais, déclare-t-on, c'est un «geste de protestation» contre ce qu'ils ont qualifié de «simulacre de procès». «La justice n'aura pas notre caution», déclare-t-on. L'affaire, faut-il le rappeler,

est lancée suite à une saisine du juge des référés près du tribunal de Bir-Mourad-Raïs par le ministère de la Communication, demandant l'annulation de la transaction conclue par Ness-Prod avec des actionnaires du groupe *El Khabar* (journal, la chaîne KBC, imprimeries et sociétés de diffusion) qui ont cédé, pour quatre milliards de DA (40 millions de dollars environ), 95% de leurs actions à cette filiale du groupe Cevital.

Le ministère de la Communication a contesté la conformité de ce rachat, faisant valoir des restrictions codifiées par la loi relative à l'information qui interdit à une même personne de prendre le contrôle de plus d'un titre.

Le collectif de défense d'*El Khabar* (Issad Rebrab) qui a drainé un nombre impressionnant d'avocats a contesté au ministère de la Communication sa qualité de plaignant et dénoncé une tentative de musellement de la presse.

Dans sa conférence de presse, le collectif d'avocats a estimé par le biais de M<sup>e</sup> Khaled Bourayou, M<sup>e</sup> Khaled Berghel, M<sup>e</sup> Fetta Sadat et Karim Feddag qu'il était «vain» de continuer à travailler sur l'affaire. «Le même jugement sera rendu par le juge du fond.

La justice qui a rendu un jugement politique dans le référé ne pourra pas se déjuger dans le fond», a-t-on indiqué. Et de dénoncer : «une manipulation politique de la justice.»

L'affaire est reportée pour l'audience de mercredi prochain qui va se tenir en l'absence des avocats de la défense. Le verdict est attendu pour après la fête de l'Aïd.

L. H.